L'ŒIL DE *Natacha Polony*

Ce mur qui n'est pas le 8 septembre

Jusqu'où allons-nous descendre ? C'est la question que se posent les Français qui regardent, incrédules, leurs institutions exploser, leur classe politique faire assaut d'irresponsabilité et les médias leur promettre la ruine, pendant que des dealeurs mettent en place des œuvres sociales dans les quartiers déshérités. La crise remonte à loin mais le fait est : le bilan de huit ans de macronisme est apocalyptique. Question d'individu et de système. Ruse des gagnants du système qui poussent une personne sans conviction, sans colonne vertébrale, pour se maintenir en place et continuer jusqu'au bout, jusqu'au moment où le mur ne peut plus être évité.

Rien ne va dans le moment politique que nous vivons. Le Premier ministre instaure un chiffre totem, 44 milliards d'euros, qui cristallise les oppositions au lieu de fédérer, alors même que la situation est à la fois moins immédiatement urgente et beaucoup plus grave que ce que disent ces 44 milliards. La conséquence : après avoir passé deux ans à débattre des retraites sans jamais aller au fond du sujet, nous recommençons avec la dette. Et nous nous payons le luxe de nous retrouver au seuil d'une nouvelle vacance du pouvoir au moment où le monde entre dans une ère de compétition violente.

Moins immédiatement urgente et beaucoup plus grave, car le problème de la France n'est pas tant le dérapage budgétaire de ces deux dernières années que les plus de trente ans de destruction progressive de tous les outils de notre grandeur et de notre indépendance. À vrai dire, on ne comprend pas bien pourquoi il serait impensable de se conformer à la trajectoire de 120 milliards d'économies sur cinq ans suggérée par les instances européennes dans le cadre de la procédure pour déficit excessif, alors même qu'on nous explique depuis des années que ces instances seraient le juge de paix suprême. Surtout, on peine à voir comment ces 44 milliards d'économies de bouts de chandelle auraient la moindre chance d'infléchir la pente sur laquelle nous ont mis ces trente ans de conformisme et de déni.

Faut-il dresser la liste des mensonges, des aberrations et des impasses ? Le plus important est en tout cas de produire le récit cohérent de ce qui nous conduit devant ce mur plutôt que de désigner telle ou telle catégorie de coupables, les « immigrés », les « salariés » qui ne travailleraient pas assez, les « riches », quelle que soit la nature de leur richesse, ou – spécialité répandue à droite – de singer le courage politique en proposant de reculer indéfiniment l'âge de la retraite, ce qui pèse une fois de plus sur les actuels actifs, pour éviter de faire contribuer sa base électorale, les actuels retraités. C'est le drame des crises, elles accentuent les fractures et incitent au simplisme.

Au contraire, nul n'explique que nous nous sommes lancés, à partir des années 1980, dans une politique de monnaie forte qui a abouti à la création de l'euro sur le modèle du mark, un euro, donc, largement surévalué pour la structure de notre économie, nous interdisant toute dévaluation qui aurait pu redonner de l'air à nos entreprises. La seule variable d'ajustement restante était donc le chômage. Ajoutons à cela le choix de faire de la France un pays de consommateurs, pour le plus grand bonheur des magnats de la grande distribution : au nom du « pouvoir d'achat », on a éradiqué l'industrie et l'agriculture, charge au « modèle social » de panser les plaies. Résultat : des ponctions massives de cotisations sur la fiche de paie de ceux qui ont encore un travail, et une déstructuration progressive du pays, que les génies qui étaient aux manettes ont compensée par un empilement de strates administratives.

Voilà maintenant des décennies que le pouvoir en France est exercé par la haute administration et les grands intérêts financiers. Les politiques mandatés par le peuple ont jeté l'éponge, préférant jouer la fiction du pouvoir et faire semblant pour conserver leur place. Le citoyen, pris pour un imbécile ou un empêcheur de tourner en rond, est prié de se conformer à ce que des brillants cerveaux, à Bercy ou à Bruxelles, ont décidé pour lui. Qu'il soit médecin, il ne doit plus gérer l'hôpital ; qu'il soit professeur, on s'est fait fort de lui imposer les « pédagogies » modernes ; qu'il soit paysan, il est prié d'obéir à des normes délirantes imposées par ceux qui trouvent formidable d'importer du bout du monde au nom de la libre concurrence des produits, qui, eux, ne répondent à aucune norme.

Qui analyse l'état de la France sur les trente dernières années comprend que la défiance la plus dangereuse est celle du pouvoir politique et administratif vis-à-vis des citoyens.

Il n'est question, ces derniers jours, que de la défiance des citoyens à l'égard du pouvoir politique, or qui analyse l'état de la France sur les trente dernières années comprend que la défiance la plus dangereuse est celle du pouvoir politique et administratif vis-à-vis des citoyens. Défiance vis-à-vis des producteurs, soupçonnés de vouloir enfreindre les normes ; défiance vis-à-vis des acteurs de chaque filière, qu'il faut plier aux impératifs gestionnaires et au contrôle de performance ; défiance vis-à-vis des électeurs, soupçonnés de mal penser, de mal voter et de ne pas croire en la liturgie de l'Europe, qui apporte la prospérité, ni en celle de l'Occident, qui défend le Juste et le Bien.

Qui veut redresser la France doit s'appuyer sur les Français. Sur leur intelligence, leur responsabilité, leur patriotisme. Ils en ont des réserves, enfouies depuis trop longtemps sous la lassitude, le dégoût et la haine de soi. M